

**CELA NE DEVAIT DURER
« QUE QUELQUES HEURES,
QUELQUES JOURS »...**

**BILAN DE 365 JOURS
D'INSTALLATION
DU CAMP DE CRACK
À LA PORTE DE
LA VILLETTE**

**DOSSIER
DE PRESSE**

**uille de
Pantin**

CONTACT PRESSE

ASTRID DESBUQUOIS

T. 06 22 16 88 59 / 01 49 15 38 01

A.DESBUQUOIS@VILLE-PANTIN.FR

Depuis le 24 septembre 2021 et le déplacement sans aucune concertation d'une centaine de consommateurs de crack du jardin d'Éole au square Forceval, porte de la Villette, à la frontière des villes de Pantin et d'Aubervilliers, le quartier des Quatre-Chemins et par ricochet la ville de Pantin subissent cette situation de

« LE CAMP EST DEVENU LA PLUS GRANDE SCÈNE DE CONSOMMATION DE CRACK À CIEL OUVERT D'EUROPE »

plein fouet.

1 an plus tard, le camp est devenu la plus grande scène de consommation de crack à ciel ouvert d'Europe, et ce, alors même

que le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, affirmait le 28 septembre 2021 à l'Assemblée nationale que la situation serait « *temporaire* » et ne « *durerait que quelques heures, quelques jours* ». D'une centaine de consommateurs en 2021, on en dénombre aujourd'hui jusqu'à 600 par jour. Une situation intenable pour les habitants et les pouvoirs publics locaux.

UN QUARTIER POPULAIRE FORTEMENT IMPACTÉ PAR LA DÉCISION DU PRÉFET DE POLICE ET DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

Le jour de l'installation du camp de consommateurs de crack, la Préfecture de police annonçait « regrouper » les usagers du crack « dans un secteur sans riverains aux abords immédiats ».

Dans la réalité, la 1^{re} zone d'habitation, en hyper-proximité du camp, est située à Pantin dans le quartier des Quatre-Chemins habitée par 11 060 personnes. Depuis un an, les habitants de ce quartier vivent la peur au ventre et voient leurs conditions de vie se dégrader alors que les statistiques nous montrent que les difficultés y sont déjà cumulées.

En ajout à ces difficultés, l'installation du camp de consommateurs de crack a accentué le sentiment d'insécurité des habitants et des commerçants du quartier. Depuis le 24 septembre 2021, les commerçants relatent une dégradation des conditions d'exercice de leur métier et de leur chiffre d'affaires.

QUELQUES CHIFFRES SUR LE QUARTIER DES QUATRE-CHEMINS

38,3 %

de taux de pauvreté
contre 27,5% à l'échelle de la ville
(suite à la pandémie, l'indicateur
de pauvreté a augmenté de 17 %
sur la ville de Pantin) et 14,6 % en
France

1 220 €

de revenus mensuels
contre 1 440 € à l'échelle de la ville
et 1837 € en France

15,6 %

des élèves de 6^e
présentent un retard
d'apprentissage
contre 13,3 % à l'échelle de la ville

6 652

personnes sont couvertes
par au moins une
prestation CAF
soit plus de 60 % des habitants
du quartier

23,7 %

des 16-25 ans
sont non scolarisés
et sans emploi
contre 19,1 % à l'échelle de la ville

17,2 %

d'emplois précaires
contre 15,3 % à l'échelle de la ville

6,2 %

de logements vacants
contre 4,3 % à l'échelle de la ville

34 %

de logements sociaux
parmi les 4 145 logements



CRACK A LA VILLETTE ! – QUE FAIT L'ETAT ?

ON CRACK

COMMERCANTS SOUS PRESSION

RIDEAUX BAISSÉS LE 26 MARS 2022



27 novembre 2021

Les commerçants des Quatre-Chemins voient leurs conditions d'exercice se dégrader.

DES COMMERÇANTS À BOUT DE SOUFFLE

L'installation du camp impacte fortement les commerces des Quatre-Chemins, commerces qui avaient parié au moment de leur installation sur le devenir du quartier.

- Baisse de chiffre d'affaires : la présence des consommateurs de crack a considérablement réduit l'attractivité commerciale de la zone.
- Les agressions contre les clients et les commerçants se multiplient, y compris les cas de vols dans les magasins.
- Les commerces sont désertés par les femmes, suite aux agressions perpétuelles verbales et physiques.
- Les frais de sécurisation restent à la charge des seuls commerçants.

Parmi ces commerces, Intermarché a dû embaucher des agents de sécurité pour empêcher l'accès du magasin aux usagers du crack et assurer la libre circulation de ses clients dans le commerce. Il a également fermé un de ses accès (rue Sainte-Marguerite) ainsi que le parking dédié à la clientèle pour cause de squat et d'agressions.

Un autre supermarché, ALDI, prend en charge les frais d'un agent de sécurité pour son commerce.

Les acteurs sociaux et associatifs, dont le rôle est essentiel pour les plus précaires, ne sont pas épargnés. Emmaüs Coup de main, installé au 31, avenue Édouard Vaillant depuis 2011, voit ses boutiques être régulièrement détériorées depuis un an (bris de vitrine, serrures forcées, poubelles renversées ou volées). Aujourd'hui, l'association pourvoyeuse de 50 emplois souhaite quitter le quartier.

LE DIRECTEUR DE L'INTERMARCHÉ DU 44, AVENUE JEAN JAURÈS REPORTE UNE BAISSÉ DE 25% DE SON CHIFFRE D'AFFAIRES DEPUIS SEPTEMBRE 2021 (SOIT UNE PERTE DE 845 000€). À CELA S'AJOUTE DES DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT, UNE AUGMENTATION DU NOMBRE DE VOLS ET DES SALARIÉS CONTRAINTS DE PARTIR EN GROUPE DE LEUR TRAVAIL. AUJOURD'HUI, LE COÛT MENSUEL DU DISPOSITIF DE SÉCURITÉ MIS EN PLACE PAR INTERMARCHÉ COÛTE PLUS CHER QUE LE SEUL LOYER DU SUPERMARCHÉ.

LES EFFECTIFS SCOLAIRES EN BAISSÉ

DES FAMILLES QUI QUITTENT LEUR QUARTIER

Les écoles publiques du quartier ont vu leurs effectifs baisser de façon plus importante que dans le reste de la ville. Entre septembre 2021 et septembre 2022, ces écoles ont perdu 86 élèves soit une baisse de 7,38% contre 3,24% dans l'ensemble de la ville.

L'école Sainte-Marthe, école privée du quartier, a, quant à elle, perdu 40 élèves entre septembre 2021 et septembre 2022.

L'INSTALLATION DU CAMP REPRÉSENTE UN SURCÔT POUR LA VILLE

Le renforcement de la sécurisation dans le quartier, dans les lieux fréquentés par le public (parcs, marché, squares) induit une dépense supplémentaire pour la ville de 200 000 €.

Au niveau nettoyage, un renfort hebdomadaire a été mis en place pour l'enlèvement des déchets et tas sauvages chaque mercredi lors du nettoyage du camp. Cette prestation supplémentaire, assurée par Est Ensemble, vient augmenter la contribution financière de la ville de Pantin dans le cadre du transfert de charges.

UNE SITUATION QUI COÛTE CHER À LA VILLE ET DÉGRADE LES CONDITIONS DE TRAVAIL DE SES AGENTS

UNE SITUATION QUI MET À BAS UNE POLITIQUE VOLONTARISTE INITIÉE DEPUIS PRÈS DE 20 ANS

LA REQUALIFICATION DES QUATRE-CHEMINS

Impulsé par la ville et porté conjointement avec l'État, un ambitieux programme, dont l'objectif était de résorber l'habitat indigne dans le quartier, a démarré en 2006 avec le soutien de l'ANRU. Un premier plan appelé PRU 1 de 80 M€, dont 25 M€ financés par la ville, a permis de détruire 271 logements indignes, construire 750 logements dont 460 sociaux et de réhabiliter 11 équipements municipaux.

À partir de 2022, le nouveau programme de rénovation urbaine (NPNRU) permettra de poursuivre l'éradication de l'habitat indigne et de financer l'installation de nouveaux équipements de pointe, à l'image du nouveau centre de santé et de la Micro-Folie antenne jeunesse en 2025.

LE NOUVEL AMÉNAGEMENT DU PARC DIDEROT

Le parc Diderot, un des poumons verts de la ville de Pantin (plus de 2 hectares), a bénéficié d'un projet d'aménagement de grande envergure représentant près de 17,2 M€. Au cœur du projet et issue de la volonté très forte du maire de Pantin, un bassin de 1 500m², unique en France en zone urbaine, fait la grande fierté des habitants.

À cette zone de baignade s'ajoutent un skatepark, une butte de jeux et un bateau pirate de 26 mètres de long.

Le parc Diderot nouvelle version a été livré en juin 2021 et s'ajoutent à proximité, la rénovation de l'école Diderot et un citystade livrés en 2023.

LA LIVRAISON DE NOMBREUX AUTRES ÉQUIPEMENTS DANS LE QUARTIER

- Le marché du quartier, le marché Magenta, a été relocalisé provisoirement début 2022 dans un bâtiment existant réhabilité. Près de 2 900m² de halle couverte. Un investissement de 2,5 M€ pour la ville de Pantin.
- 5 sheds, derniers vestiges des filatures Cartier-Bresson, ont été réhabilités pour un budget de 2 M€. 210 m² dédiés à la culture et 135 m² dédiés à la petite enfance en fonctionnement depuis juin 2022.
- En février 2022, le collège Jean Lolive a été totalement reconstruit par le Conseil départemental de Seine-Saint-Denis : 7,4 M€ pour le collège et 2,7 M€ pour les voies nouvelles.

**AUTANT D'ARGENT
PUBLIC GASPILLÉ
SI RIEN N'EST FAIT
POUR SORTIR DE
LA CRISE DU CRACK.**

27 novembre 2021
Manifestation de la population
contre l'installation du camp porte de la Villette.



MALGRÉ LA MOBILISATION DES ASSOCIATIONS, DES RIVERAINS, DES COMMERÇANTS, DES ÉLUS, PANTIN RESTE TOUJOURS EN ATTENTE DE MESURES CONCRÈTES.

DEPUIS 365 JOURS, RAPPEL DE LA CHRONOLOGIE DES FAITS

24/09/2021

Déplacement par la Préfecture de police d'une centaine d'usagers de crack du jardin d'Éole au parc de la porte de la Villette en lisière de Pantin et d'Aubervilliers sans concertation avec les élus locaux.

28/09/2021

Lettre ouverte des élus de Seine-Saint-Denis qui interpellent le Premier ministre au sujet du déplacement des consommateurs de crack.

29/09/2021

Manifestation à l'initiative du Collectif 93 anti-crack. « Soignez-les, Protégez-nous ! ».

30/09/2021

Réunion en visioconférence avec le Préfet d'Île-de-France, Préfet de police, maires, députés, sénateurs. Aucune solution de sortie proposée.

06/10/2021

Nouveau rassemblement.

13/10/2021

Nouveau rassemblement à proximité de Matignon. Remise d'un courrier symbolique à l'intention du Premier ministre pour renouveler la demande de rendez-vous.

20/10/2021

Pantin dépose un référé suspension auprès du tribunal administratif de Montreuil contre l'arrêté du Préfet de police du 24 septembre dans lequel il décidait du déplacement des toxicomanes au square Forceval.

10/11/2021

Nouvelle manifestation.

27/11/2021

Nouvelle manifestation.

22/12/2021

Lancement d'une pétition en ligne pour que les usagers du crack aient accès à une prise en charge médicale, sanitaire et sociale. Interpellation du président de la République.

24/01/2022

Nouveau rassemblement.

01/02/2022

Réunion pilotée par le Préfet d'Île-de-France. Demande de calendrier précis à court et moyen termes.

09/02/2022

Référé mesures utiles devant le tribunal administratif de Paris. Demande au juge d'enjoindre l'État de prendre des mesures urgentes et nécessaires qu'exige la situation dans le Nord est parisien.

26/03/2022

Nouveau rassemblement.

30/05/2022

Courrier à la Première ministre Élisabeth Borne.

25/07/2022

Courrier à François Braun, ministre de la Santé.

Courrier à Marc Guillaume, Préfet d'Île-de-France.

Courrier à Laurent Nuñez, Préfet de police de Paris.

SEPTEMBRE 2022

Laurent Nuñez recevra les 3 maires d'Aubervilliers, de Pantin, du 19^e arrondissement en octobre.

24 SEPTEMBRE 2022

365 jours d'installation du camp.

MALGRÉ LA MOBILISATION DE TOUS LES ACTEURS ET LES OPÉRATIONS DE POLICE NOMBREUSES À L'APPROCHE DE LA DATE ANNIVERSAIRE D'INSTALLATION DU CAMP, FORCE EST DE CONSTATER QUE RIEN NE CHANGE AU QUOTIDIEN.

C'EST POURQUOI LE MAIRE DE PANTIN A DÉCIDÉ DE SAISIR LE DÉFENSEUR DES DROITS CONTRE L'ÉTAT ET SON MINISTRE DE L'INTÉRIEUR ET APPELLE TOUS LES CITOYENS ET CITOYENNES DE PANTIN À FAIRE DE MÊME.

LE MAIRE DÉNONÇE

- Le mensonge d'un ministre qui avait annoncé le 28 septembre 2021, lors des questions d'actualité à l'Assemblée nationale, que la situation ne pourrait être « que temporaire » et ne devait durer « que quelques heures, quelques jours ».
- Le manque de moyens des commissariats et des collectivités pour lutter efficacement contre les infractions et les débordements provoqués par l'errance des toxicomanes sur leur territoire.
- Le manque de moyens dédiés au Plan crack et au suivi de son efficacité.
- Le manque de lits en addictologie et d'investissements pour le secteur hospitalier de la psychiatrie.
- Le manque de moyens dédiés à la recherche pour trouver un substitut efficace contre le crack et travailler aux parcours de sevrages.
- Le sacrifice du grand est Parisien et de ses populations déjà largement en situation de précarité sociale qui voient leur quotidien devenir un enfer : squats dans leurs immeubles, destruction de leurs biens, violences et attaques verbales, scènes de viols et de prostitution à ciel ouvert, déchets dangereux sur l'espace public, errance des toxicomanes en manque jusque dans les écoles... La discrimination territoriale à l'œuvre est indéniable et les habitants des Quatre-Chemins se sentent entravés dans leur liberté d'aller et venir et dans leur droit à être protégés.
- Le gâchis de l'investissement effectué par les Villes, l'État, la Région, le Département et les autres pouvoirs publics pour la transformation du territoire de la porte de la Villette et des Quatre-Chemins depuis plus de 20 ans.



24 janvier 2022
Rassemblement de la population
contre l'installation du camp porte de la Villette.

LE MAIRE DEMANDE

- > L'évacuation du camp du square Forceval, via deux leviers simultanés : la mise en place de mesures transitoires de prise en charge hospitalière des toxicomanes et la réquisition de plusieurs lieux à bonne distance des zones denses d'habitation, des quartiers populaires et des zones de trafics et de consommation pour pouvoir contrôler et accompagner les publics usagers de drogues.
- > L'augmentation drastique des moyens alloués à l'accompagnement médico-social de ces publics et à la recherche pérenne de solutions de sevrage.
- > Le renforcement immédiat des moyens de sécurité pour faire cesser le *statu quo* à l'intérieur du camp et les actes de violence qui pèsent sur les habitants et les acteurs économiques.
- > Être systématiquement associés aux instances de dialogue et de décision (Plan crack notamment), avec les collectifs et associations de leurs territoires.

**SOIGNEZ-
LES,
PROTÉGEZ-
NOUS !**

**SAMEDI 24
SEPTEMBRE,
MANIFESTATION
À 16 HEURES,
À L'HÔTEL DE VILLE
DE PANTIN.**



SEPTEMBRE 2022
BILAN DE 365 JOURS D'INSTALLATION
DU CAMP DE CRACK
À LA PORTE DE LA VILLETTE